



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

rythmes scolaires

Question au Gouvernement n° 3932

Texte de la question

POLITIQUE SCOLAIRE

M. le président. La parole est à M. Alain Suguenot, pour le groupe Les Républicains.

M. Alain Suguenot. Ma question s'adresse à Mme la ministre de l'éducation nationale.

Depuis quelques jours, le Président de la République a beau jeu d'indiquer que les réformes promises seront mises en œuvre – mais quelles réformes ? La demi-réforme votée avec l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, qui ne change rien au quotidien des Français ? Une loi Macron qui a fait pschitt, une réforme constitutionnelle qui a fait splash et une loi El Khomri qui va faire plouf ? *(Exclamations, rires et applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.)*

M. Jean Glavany. Quel talent !

M. Alain Suguenot. Des quarts de mesure ! Et que dire de l'école ?

Madame la ministre, la semaine dernière, vous avez tenu en grande pompe les « Journées de la refondation de l'École de la République », rassemblement très médiatique aux allures de bilan et de satisfecit gouvernemental, alors que les différends avec les enseignants, les parents d'élèves et les élus ne cessent de se multiplier.

Je ne parle même plus de l'échec des rythmes scolaires, souligné par un rapport de l'inspection générale finalisé depuis plus d'un an, mais toujours non publié et qui semble s'être perdu en chemin. Il est vrai que ce rapport est un réquisitoire contre l'inefficacité pédagogique de cette réforme et, bien sûr, contre le coût financier qu'elle représente pour les collectivités territoriales et les familles et le coût en fatigue pour les élèves.

Vous savez le trouble que cause aussi la réforme des collèges.

Il est vrai que, pour beaucoup, vos réformes sont destructrices. Vous n'avez de cesse, madame la ministre, de vous battre contre tout ce qui représente l'éducation et l'enseignement traditionnels, comme si vous souhaitiez un monde sans mérite ni autorité.

Madame la ministre, les « Journées de la refondation » ne trompent personne : on a bien compris qu'il s'agissait d'un plan de communication. Ces journées ont surtout permis d'éviter un certain nombre de sujets structurels, qu'il serait pourtant urgent d'aborder, comme le positionnement de l'enseignant au centre de l'école, la réforme d'un ministère complètement coupé des réalités ou la montée en puissance inquiétante du communautarisme.

Ma question est donc simple, madame la ministre : quand allez-vous enfin aborder ces vrais sujets ? Je crains

que la seule augmentation de 800 euros de nos instituteurs, pourtant méritée, ne suffise pas à revaloriser l'école et à rassurer ceux croyaient que l'école devait être une priorité – et que vous ne cessiez de décevoir !
(*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Maurice Leroy. Bravo !

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. (« *Plouf !* » sur les bancs du groupe Les Républicains.)

Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Merci pour votre question, monsieur le député. Je l'ai écoutée avec la plus grande attention...

M. Christian Jacob. C'est rare !

Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre. ...et j'en retiens plusieurs choses.

J'en retiens que vous considérez comme juste et méritée l'augmentation du salaire des professeurs des écoles, mais que vous nous reprochez de l'avoir fait. (*Rires sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.* – *Protestations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Alain Marty. C'est faux !

Mme Laure de La Raudière. Ce n'est pas cela qu'on vous reproche !

M. Alain Gest. Elle n'a pas compris !

Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre. J'en retiens que vous estimez qu'au cours de ces dernières années, l'école française a été dévalorisée, mais, à la suite d'un trouble amnésique fâcheux, vous oubliez que ce qui l'a dévalorisée, c'est le fait d'avoir détruit 80 000 postes dans l'éducation nationale, mis à mal la formation des enseignants et préféré le curé à l'instituteur pour transmettre les valeurs aux élèves. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.* – *Vives protestations sur les bancs du groupe Les Républicains et sur plusieurs bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*)

M. le président. S'il vous plaît, chers collègues !

M. Philippe Cochet. C'est lamentable !

Mme Marie-Christine Dalloz. Inadmissible !

M. Alain Marty. Allez, on s'en va !

M. le président. Monsieur Marty !

Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre. J'en retiens que vous aimez l'excellence, mais que cela ne vous choque pas de voir un élève sur quatre sortir du système scolaire sans qualification. (*De nombreux députés du groupe Les Républicains et quelques députés du groupe de l'Union des démocrates et indépendants se lèvent et quittent l'hémicycle.*)

J'en retiens que vous aimez le mérite, mais que cela ne vous choque pas de voir, dans l'école actuelle, le déterminisme social l'emporter largement sur le véritable mérite.

J'en retiens que la fatigue des enfants désormais scolarisés sur cinq jours au lieu de quatre vous émeut, mais

que lorsqu'on les pressurait sur quatre jours, avec la dégradation des résultats scolaires qui s'en suivait, cela ne vous faisait ni chaud ni froid. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Mme Marie-Christine Dalloz. Nous voulons des excuses !

Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre. Bref, j'en retiens, cher monsieur Suguenot, que votre raisonnement – si l'on peut l'appeler ainsi – manque cruellement de cohérence, de lucidité et de bonne foi. Et j'en suis sincèrement désolée ! (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et du groupe écologiste et sur plusieurs bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*)

Mme Marie-Christine Dalloz. Pauvre femme !

Données clés

Auteur : [M. Alain Suguenot](#)

Circonscription : Côte-d'Or (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3932

Rubrique : Enseignement maternel et primaire

Ministère interrogé : Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Ministère attributaire : Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [12 mai 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [12 mai 2016](#)